

Burundi : Le pouvoir Cnnd-Fdd sent-il le guépier dans lequel il s'est fourré ?

RFI, 08 février 2014
 Burundi : la crise politique se mue en crise institutionnelle
 Une semaine après la décision du ministre burundais de l'Intérieur de limoger le président de l'Uprona, le pays ne parvient pas à se doter d'un nouveau président - qui doit provenir de l'Uprona -, malgré plusieurs tentatives, dont la dernière est soldée par un échec pour le pouvoir du président Pierre Nkurunziza. Il y a une semaine, le ministre de l'Intérieur a limogé le président du principal parti tutsi du Burundi, l'Union pour le progrès national (Uprona). Puis, dans la foulée, le président a limogé son vice-président, issu de ce même parti, avant que tous les ministres issus de ce parti ne quittent le gouvernement. Une semaine après, cette crise politique est entrain de se transformer en crise institutionnelle. Le pays ne parvient en effet pas à se doter d'un premier vice-président qui doit nécessairement être issu des rangs de l'Uprona. Le pouvoir comptait sur Bonaventure Niyoyankana, le président qu'il avait remplacé à la tête du principal parti tutsi, pour lui donner un nouveau premier vice-président. Jeudi 6 février, les députés et sénateurs burundais avaient été convoqués, un téléthon, pour participer à une plénière, ce vendredi 8 février à 9 h 00, heure locale. Une séance au cours de laquelle les députés devaient approuver le nouveau premier vice-président que serait choisi Pierre Nkurunziza, le chef de l'Etat burundais. Revirement Dans le camp présidentiel, on exultait, en pensant avoir réussi un joli coup. Mais vendredi matin, ils ont appris par la radio que Bonaventure Niyoyankana avait écrit au ministre de l'Intérieur burundais - qui avait placé à la tête du parti Uprona - pour lui annoncer qu'il renonçait au poste. C'est un véritable sisme politique. Dans ces conditions, impossible pour le parlement du Burundi d'approuver le candidat à la vice-présidence proposé au chef de l'Etat par Bonaventure Niyoyankana. Le pouvoir burundais mesure alors le guépier dans lequel il s'est fourré et le ministre de l'Intérieur, très vite, annonce qu'il prend acte de cette nouvelle donne et demande à l'Uprona de se choisir rapidement un nouveau premier vice-président. C'est un revirement total. Mais la crise est loin d'être terminée. Le principal parti tutsi de ce pays exige en effet des négociations avant son retour au gouvernement et la présidence menace de s'en aller.